

**SIG L-R : Systèmes d'Information Géographique en Languedoc-Roussillon  
AMO « Infrastructure de Données Géographiques »  
Phase 1 : état des lieux et synthèse opérationnelle**

*Compte-rendu de la réunion du 04/03/2010 à Nîmes (Gard)*

<b>Référence :</b>	SIGLR_AMO_IDG_GARD_v1.doc	
<b>Date de création :</b>	5 mars 2010	
<b>Rédacteur :</b>	Matthieu NOUCHER (IETI Consultants)	
<b>Destinataires :</b>	Participants à la réunion pour validation. Comité de Pilotage pour information.	
<b>Suivi des modifications :</b>	<b>Version</b>	<b>Mise à jour</b>
	1	Validation du document
	0.1	Création du document

**Participants :**

<b>NOM, Prénom</b>	<b>ORGANISATION</b>
MOULIN Patrice	SDIS 30
VINOT Daniel	Pays Cévennes – CA Grand Alès
CAMBRAY Noémie	Pays Cévennes – CA Grand Alès
ROUX Béatrice	CC Petite Camargue
TERRISSE Stéphanie	AUDRNA
RETOURNA David	AUDRNA
MONTANT Joël	IGN
PONCELIN Thierry	IGN
PIGACHE Laurent	CG 30
LAPSCHER Sylvie	DDTM 30
GUEGUEN Gaëten	CCI Nîmes
SAUZE Brigitte	CCI Nîmes
CHANVILLARD Arnaud	GéoSoft
PLANS Olivier	GéoSoft
TISSOT Véronique	SIAEP Vallée de la Droude
SZENTENDREI Yorn	CC Pays de Sommières
NOUVIAIRE Nicolas	CG 30
BOURBOUSSON Luc	CG 30
PETIT-HUGON Laurent	Président SIG L-R
NOEL Marjorie	CAUE 30
VOELCKEL Thierry	CAUE 30
CONSTANT Dorian	SIIG Bagnols-sur-Cèze
BLUM Laurent	Communauté de Communes Rhony Vistre Vidourle
COSTE Silvan	SIG L-R
NOUCHER Matthieu	IETI Consultants

## **Déroulement de la réunion**

- 1- Présentation de la démarche « Infrastructure de Données Géographiques en Languedoc-Roussillon ».
- 2- Présentation de la notion d'Infrastructure de Données Géographiques (IDG).
- 3- Synthèse des résultats de l'enquête.
- 4- Débat sur les besoins fonctionnels.
- 5- Débat sur la future Infrastructure Régionale de Données Géographiques.

## **Présentation de la démarche IDG en Languedoc-Roussillon**

### **Le contexte et les enjeux**

En amont de la présentation du projet d'infrastructure régionale de données géographiques, quelques-unes des présentations du matin ont permis de rappeler le contexte et les enjeux associés à ce projet.

Ainsi, Laurent PIGACHE a présenté le bilan des actions du groupe de travail « Mutualisation » et en particulier les résultats des enquêtes sur le partage de données et d'outils. C'est effectivement dans le cadre de son programme « Mutualisation d'informations géographiques en Languedoc-Roussillon », que l'Association SIG L-R a lancé une étude pour la définition d'une Infrastructure de Données Géographiques en Languedoc-Roussillon. Philippe PETIT-HUGON et Silvan COSTE, respectivement Président et Animateur de SIG L-R (Système d'Information Géographique en Languedoc-Roussillon) ont présenté en fin de matinée l'association et fournit un état des lieux de la Directive INSPIRE.

Il a été rappelé que la vocation fondamentale de l'association est de permettre l'échange et l'utilisation de l'information géographique dans une perspective de connaissance et d'analyse des territoires. SIG L-R s'inscrit ainsi dans une logique d'accompagnement et de facilitation de la mise en œuvre des politiques publiques. Les objectifs opérationnels que se fixe SIG L-R, dans le respect de l'autonomie scientifique et administrative de ses membres ont été présentés, à savoir :

- ◆ la diffusion et la promotion de l'information géographique,
- ◆ le partage des savoir-faire entre ses membres,
- ◆ faciliter le montage et le portage de projets par ses membres,
- ◆ l'acquisition, la mise à disposition de produits et bases de données géographiques.

Il a notamment été souligné que les problématiques de mutualisation et d'infrastructure de données géographiques sont d'actualité au-delà de la région Languedoc-Roussillon. Ainsi, au niveau européen, la directive communautaire « INSPIRE - Infrastructure d'information spatiale en Europe », entrée en vigueur le 15 mai 2007, imposera à compter de 2010, le recensement des données géographiques existantes et l'amélioration de leur accessibilité et de leur interopérabilité. Il s'agit donc d'un enjeu majeur, qui aura un fort impact sur la manière dont seront utilisés les systèmes d'information géographique identifiés au sein des services de l'Etat, des collectivités territoriales et autres organismes publics (chambres consulaires, établissements publics...). Au delà de cette échéance réglementaire incontournable, cette directive s'inscrit dans une dynamique de mutualisation aujourd'hui adoptée par nombre de régions françaises et européennes.

## L'étude en cours

Matthieu NOUCHER, en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage pour la définition du projet d'infrastructure de données géographiques de SIG L-R, a ensuite présenté les objectifs et le planning de l'étude en cours.

L'objectif principal de l'étude est d'étudier la création d'un espace collaboratif régional où pourraient être, par exemple, recensées et cataloguées, voire coproduites, les données géographiques existantes en région. L'ambition du projet est de définir aussi bien les aspects techniques, que les aspects organisationnels, financiers et juridiques d'un tel projet.

Les différentes phases et le calendrier de cette étude lancée au mois de janvier 2010, sont présentés aux participants :

<b>Etapes</b>	<b>Libellé</b>	<b>Délais</b>
	Confirmation commande	<b>04/01/2010</b>
<b>Phase 1 : état des lieux et synthèse opérationnelle</b>		
1	Réunion de lancement	<b>Janvier 2010</b>
2	Enquête Internet	Février 2010
3	Réunions et comptes-rendus	Février - Mars 2010
4	Synthèse opérationnelle	Mars 2010
5	Réunion de validation intermédiaire	Avril 2010
<b>Phase 2 : comparaison de scénarios</b>		
6	Comparaison de scénarios	Mai 2010
7	Réunion de validation intermédiaire	Mai 2010
<b>Phase 3 : rédaction du DCE</b>		
8	Rédaction du DCE	Juin 2010
9	Réunion de validation finale	Juin 2010

La première phase doit s'appuyer sur une enquête Internet auprès de la sphère publique prolongée par des réunions dans chaque département. L'objectif est de compléter les enquêtes précédemment réalisées par SIG L-R en recueillant l'avis des organismes publics sur les enjeux et le périmètre fonctionnel de la future infrastructure.

## La notion d'Infrastructure de Données Géographiques

Matthieu NOUCHER fournit quelques éléments explicatifs de la notion d'infrastructure de données géographiques. Il détaille en particulier les cinq composants majeurs de toute IDG :

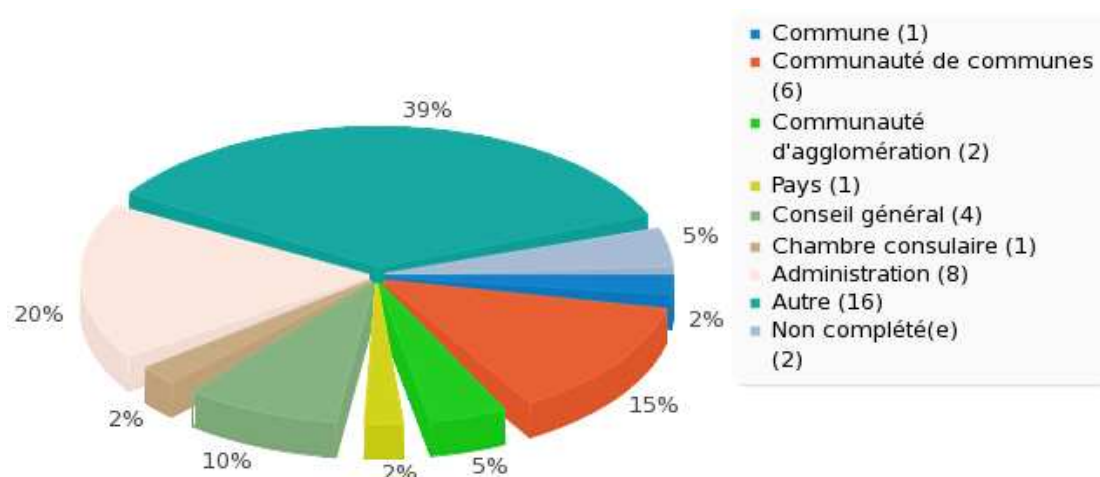
- Des données géoréférencées (= couches SIG)
- Une documentation sur les données (= métadonnées)
- Une stratégie politique (= charte partenariale)
- Des outils de découverte des données (= catalogue et cartographie en ligne)
- Des mécanismes facilitant l'accès (gratuit ou payant) aux données (= espaces de téléchargement ou web services géographiques...).

D'autres éléments de définition sont fournis dans le support projeté et associés au compte-rendu. Pour compléter cette présentation, trois projets d'infrastructures régionales de données géographiques sont présentés :

- **GéoBretagne** pilotée par la Préfecture de région et le Conseil Régional, qui existe depuis plusieurs années, dispose d'un portail Web. La plate-forme Web est limitée aux partenaires. En revanche une présentation du projet est disponible à l'adresse suivante : <http://www.bretagne.equipement.gouv.fr/accueil/domaines/geobretagne/geobretagne2.htm>  
 Par ailleurs, l'outil (open source) utilisé pour la plate-forme Web est en démonstration à l'adresse suivante : <http://demo.georchestra.org/>
- **GéoCentre** est un projet de la Préfecture de région et du Conseil Régional du Centre, animé par le GIP RECIA. L'étude de faisabilité a eu lieu en 2008/2009. Les premières acquisitions à frais partagés ont été lancées et une plate-forme Web devrait prochainement voir le jour.  
<http://www.recia.fr/article/archive/124>
- **GéoBourgogne** est un dispositif d'acquisition, de mutualisation et de partage de l'information géographique, mis en place dans le cadre du CPER 2007 - 2013 et d'un programme FEDER. En 2008, GéoBourgogne a fait l'acquisition à frais partagés de la BD ORTHO, et en 2009 du SCAN 25. En 2010, une action de sensibilisation et d'accompagnement au catalogage des données géographiques a été lancée dans tous les départements de Bourgogne.  
<http://www.geobourgogne.fr/>

## Synthèse des résultats de l'enquête

Une enquête Internet a été lancée début février 2010 pour recueillir les besoins de l'ensemble des membres de la sphère publique de Languedoc-Roussillon. La réunion dans le Gard ayant lieu dès le 4 mars, les résultats présentés restent encore partiels : 41 réponses exploitables sont en effet disponibles à la date du 03/03/2010 selon la répartition suivante :



Une large majorité des réponses s'accorde à considérer que la démarche en cours de définition d'une infrastructure régionale de données géographiques est pertinente (90%).

Le mode de fonctionnement actuel de l'Association SIG L-R n'est que peu commenté. Plusieurs répondants soulignent simplement que la participation à la vie de l'association est difficile du fait d'un manque de disponibilité et de l'éloignement de Montpellier.

Quelques commentaires généraux sont à souligner :

- Des organismes sont en lien direct avec l'IGN via leur ministère (accords nationaux) ; d'où un intérêt limité pour l'acquisition à frais partagés de données déjà disponibles.
- La nécessité de travailler en cohérence avec les infrastructures infra et supra régionales est soulignée.
- Le problème de la confidentialité de certaines données est également mis en avant.
- Les architectures orientées services (fonctionnement par Web Services) sont sollicitées pour faciliter l'interconnexion des outils existants mais dans le même temps, plusieurs participants craignent des problèmes de performance.
- Plusieurs remarques tendent à considérer qu'au delà de la mutualisation des données et des outils, il serait intéressant de faciliter le partage de bonnes pratiques et les échanges méthodologiques.

Enfin, il est également à noter que bien que l'enquête se focalise sur les besoins fonctionnels, la problématique des données (déjà évoquée dans l'enquête de 2009) revient régulièrement.

Les résultats temporaires de l'enquête sont disponibles dans le diaporama joint au présent compte-rendu.

### **Débat sur la future Infrastructure régionale de Données Géographiques**

Les contours de la future IDG de Languedoc-Roussillon sont ensuite « interrogés » à travers sept questions clés :

- Pourquoi ? Les objectifs
- Avec qui ? Les acteurs
- Quoi ? Le contenu (données et outils)
- Comment ? La démarche
- Où ? L'articulation avec l'existant
- Quand ? Le planning
- Combien ? Le budget.

Pour chacun de ces points, les participants sont invités à réagir.

Laurent BLUM évoque les difficultés d'implication des différents acteurs au sein des groupes de travail de SIG L-R du fait de l'éloignement et des manques de disponibilités. Il préconise l'utilisation des technologies modernes de communication (visioconférence) pour faciliter la participation des membres les plus éloignés.

Au-delà de ces nouveaux outils (pas toujours disponibles), Matthieu NOUCHER souligne l'important travail d'animation que nécessite ce type d'infrastructure pour mobiliser les acteurs dans les territoires.

Silvan COSTE souligne alors que les dynamiques régionales ne peuvent animer leur réseau Géomatique qu'avec l'appui des départements qui jouent un rôle de relais essentiel.

Par ailleurs, Dorian CONSTANT s'interroge sur le phasage du projet. Il évoque la nécessité de faire des choix pour prioriser les actions et considère alors que le catalogue de métadonnées pourrait être jugé comme prioritaire et servir ainsi de levier pour initier la dynamique.

Plusieurs participants s'accordent à considérer, du fait des obligations liées à la Directive INSPIRE, les métadonnées comme un levier essentiel. Ils soulignent également que de nombreux catalogues sont d'ores et déjà disponibles et qu'il ne s'agit pas de tout ressaisir mais bien de connecter les catalogues entre eux.

Laurent PIGACHE considère qu'au delà des objectifs associés aux données ou aux outils, il est nécessaire de mettre en exergue les enjeux qui permettront de convaincre les décideurs. Il évoque notamment une double opportunité associée à ce projet d'IDG :

- D'une part, la possibilité d'être accompagné pour répondre aux obligations réglementaires ;
- D'autre part, la possibilité de donner plus de visibilité et de légitimité à la problématique de l'Information Géographique et aux questions de mutualisation vis à vis des décideurs.

Matthieu NOUCHER souligne que ces enjeux nécessitent par conséquent, d'associer à la future infrastructure un effort de communication au-delà de la sphère des géomaticiens.

Sylvie LAPSCHER considère que cet effort de communication ne sera pas vain et qu'il permettra notamment de légitimer les actions de mutualisation et ainsi de faciliter la participation des différents acteurs aux activités qui pourront être menées.

Les problèmes de diffusion de certains jeux de données géographiques sont ensuite évoqués. Le questionnaire Internet ayant fait remonter une crainte associée à la confidentialité de certaines données. Les participants s'accordent à considérer que les textes de lois sont précis en matière de restriction de diffusion des données (données nominatives, secret statistique). Finalement, la sensibilité des données est souvent évoquée pour masquer la réticence de certains acteurs à partager des données ou des craintes liées à la diffusion de données jugées de mauvaise qualité. Il est alors rappelé qu'on juge la qualité d'une donnée géographique en fonction d'un besoin et non dans l'absolu. Par conséquent, il est indispensable d'associer aux données des métadonnées qui définissent les conditions de production et limites de réutilisation.

Par la suite, plusieurs thématiques sont évoquées comme leviers potentiels de collaboration :

- Sylvie LAPSCHER évoque les données de l'Inventaire Forestier National ;
- Laurent PIGACHE cite la problématique des transports qui fait intervenir le niveau régional (TER), départemental (Bus), intercommunal (tram), etc.
- Laurent BLUM considère qu'il reste également beaucoup à faire du côté de la problématique des risques et des PPRI car des documents divers circulent sans homogénéité, et en faciliter d'accès.
- Stéphanie TERRISSE évoque les documents d'urbanisme qui, malgré des qualités et des structurations hétérogènes, nécessiteraient d'être plus facilement partagés pour disposer de zonages complets et calés sur un référentiel commun (plan cadastral) afin d'être en capacité de réaliser des analyses spatiales. Daniel VINOT explique alors qu'il a mis en circulation un cahier des charges type au sein de son territoire pour faciliter la remontée et la consolidation de ce type d'information.

- Laurent PIGACHE cite également la question des couches de bâtis publics que chaque organisme produit dans son coin et qui pourraient être co-produites.

Cette liste non exhaustive permet de mettre en évidence que les thématiques de collaboration autour des données géographiques ne manquent pas et relèvent bien souvent de partage de méthodologies (co-production, harmonisation) et pas simplement de partage de technologies.